

Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »*

Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Points clés

- Le budget 2020 a connu une forte augmentation des dépenses classées secrètes, ce qui pourrait être lié au soutien apporté à l'industrie de défense lors de la crise sanitaire, ainsi qu'à des investissements massifs dans le domaine de la cybersécurité.

- Les États-Unis, la Russie et la Chine ayant échoué à s'accorder sur des « règles du jeu », la confrontation entre eux s'intensifiera, et ne sera limitée que par la perspective d'une agression nucléaire mutuelle.

- La Russie pourrait tirer profit du renforcement nucléaire de la Chine : Washington sera probablement contraint de ménager Moscou pour éviter d'affronter deux adversaires nucléaires à la fois.

Outil militaire : capacités et modernisation

Les économistes V. Klimanov (Institut pour la réforme des finances publiques) et R. Enikopolov (École russe d'économie) émettent leurs hypothèses sur **l'augmentation inédite, en 2020, des dépenses classées secrètes** de la partie « économie nationale » du budget fédéral. Celles-ci sont passées de 5 % à 13 % entre 2019 et 2020, dépassant les 450 milliards de roubles (5,43 milliards d'euros). **Cette augmentation peut être attribuée à la crise sanitaire, face à laquelle l'État a soutenu de nombreux secteurs de l'industrie lourde, dont celui de la défense. Ces dépenses pourraient aussi être liées à l'augmentation des budgets de cybersécurité**, un domaine qui a connu une « explosion » de son activité en 2020. Selon les budgets prévisionnels, les dépenses « secrètes » ne devraient pas excéder 2,5 % de l'« économie nationale » dans les trois prochaines années (*RBK*, 5 octobre 2021).

Nucléaire / Dissuasion

T. Bordatchev (Club Valdai, Haut collège d'économie) estime que **la destruction mutuelle assurée constitue désormais le pilier de l'ordre international, et le seul lien véritable entre la Russie et les États-Unis (bientôt rejoints par la Chine)**. Les puissances ont définitivement failli à créer des règles de conduite communes. Par conséquent, la conflictualité politico-militaire ne peut que s'intensifier (ce qui entraînera probablement des escalades locales), mais elle se déroulera à l'intérieur d'un cadre défini par les « lignes rouges » que constituent les intérêts vitaux des puissances nucléaires (*Club Valdai*, 29 septembre 2021).

A. Ermakov, du Russian International Affairs Council (RIAC), estime que **le renforcement des capacités nucléaires chinoises ouvre une fenêtre d'opportunité pour Moscou**. Washington doit désormais « dissuader » deux adversaires, susceptibles de s'allier contre lui. Dès lors, il a tout intérêt à diminuer la conflictualité avec Moscou, qui représente une menace secondaire par rapport à Pékin. Dans ce contexte, la Russie ne doit pas chercher à se rapprocher des États-Unis au détriment de la Chine (comme l'avait fait celle-ci pendant la « guerre froide »), mais tirer profit de leur confrontation (*Club Valdai*, 1^{er} octobre 2021).

Contexte stratégique

Pour A. Kortounov, du RIAC, la constitution de l'alliance AUKUS et la conclusion du

Points clés

- L'AUKUS sera pour Moscou un adversaire moins prévisible que l'OTAN. Sa constitution, dans un contexte d'aggravation de la rivalité sino-américaine, pourrait imposer une plus grande prudence à la Russie dans sa coopération avec la marine chinoise.
- La fermeture de la représentation diplomatique russe auprès de l'OTAN n'est que le point d'orgue d'un processus de rupture engagé depuis longtemps, et traduit la volonté de Moscou de négocier directement avec Washington sur les dossiers politico-militaires sensibles.
- L'intégration militaire russo-bélarusse s'accélère. La priorité de la Russie est de renforcer les capacités de son allié ; les prochaines étapes pourraient être une réforme de l'armée bélarusse alignée sur le modèle russe, et l'implantation de bases russes au Bélarus.
- L'élaboration d'une nouvelle doctrine militaire de l'État de l'Union devra s'accompagner d'une clarification des positions bélarusses sur la Crimée et la neutralité de Minsk.

contrat pour la vente à l'Australie de sous-marins américains au détriment de la France révèlent l'importance, pour les États-Unis, de la confrontation avec la Chine. Désormais, **toutes les actions de Moscou seront évaluées par Washington à travers le prisme de la rivalité sino-américaine**. La Russie pourra maintenir sans difficultés ses coopérations avec l'Inde et le Vietnam, mais risque de s'exposer à des sanctions si elle continue de soutenir la modernisation de la marine chinoise. Par ailleurs, cette nouvelle alliance pourrait préfigurer un déclin de l'intérêt américain à l'égard de l'OTAN. Pour Moscou, cette perspective est problématique : **si l'Alliance atlantique reposait sur des procédures et mécanismes bien établis, l'AUKUS, moins rigide, pourrait agir dans l'improvisation**, avec des risques politico-militaires inhérents (*Centre Carnegie de Moscou*, 24 septembre 2021).

Occident

D. Tréline, du Centre Carnegie de Moscou, considère que la suspension des relations Russie-OTAN marque moins une nouvelle crise que l'aboutissement logique d'un processus initié il y a plusieurs années. En outre, l'Acte fondateur OTAN-Russie reste en vigueur, et la ligne directe entre le commandant suprême des forces alliées en Europe et le chef d'état-major russe est maintenue. Dès lors, les deux parties conservent leur capacité à prévenir et gérer les incidents. Néanmoins, **Moscou préfère désormais traiter directement avec Washington plutôt qu'avec ses alliés européens** (notamment sur le dossier ukrainien) (*Centre Carnegie de Moscou*, 22 octobre 2021).

Bélarus

Selon D. Stefanovitch, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), **l'intégration militaire russo-bélarusse est en train de franchir un palier en termes d'interopérabilité, de capacités et de rôle dévolu aux groupements conjoints**. La création d'un centre conjoint de formation des pilotes au Bélarus pourrait préfigurer l'implantation d'une ou de plusieurs bases permanentes dans le pays. Celles-ci pourraient notamment accueillir des dispositifs de guerre électronique et de lutte anti-aérienne, des missiles ou encore des troupes russes. La formation et le renforcement de l'armée bélarusse constituent cependant la priorité. Ces ambitions requièrent de lourds investissements de la part de Moscou, qui sont toutefois « compensés » par l'importance du complexe militaro-industriel bélarusse pour la Russie, ainsi que par le caractère unique de l'alliance russo-bélarusse. Outre l'adoption rapide d'une nouvelle doctrine militaire de l'État de l'Union, il serait souhaitable de restructurer (organisation et personnel) l'armée bélarusse selon le modèle russe, afin que les deux pays puissent planifier et conduire leurs activités militaires dans un format réellement unifié (*Eurasia Expert*, 29 septembre 2021).

Pour la rédaction de *Nezavisimaïa Gazeta*, **l'élaboration annoncée d'une nouvelle doctrine militaire de l'État de l'Union, qui devrait être approuvée au prochain Conseil de défense bilatéral, confirme le rôle du Bélarus en tant qu'« État-tampon » de la Russie face à l'Occident**. D. Danilov, de l'Institut de l'Europe, estime que **l'évolution de l'alliance nécessitera une remise en cause de la neutralité du Bélarus et la reconnaissance par celui-ci de la Crimée russe**. Sur le plan militaire, outre l'approfondissement de la coopération militaro-technique, il conviendrait de s'inspirer de l'OTAN en instaurant un programme pour l'accroissement de la mobilité des troupes, avec des dispositifs administratifs et logistiques spécifiques (*Nezavisimaïa Gazeta*, 21 octobre 2021, *Eurasia Ekspert*,

Points clés

- L'intensification de la coopération militaro-technique turco-ukrainienne, notamment en matière de drones, est préoccupante pour Moscou, qui n'est pas en mesure de s'y opposer.
- La Turquie pourrait former l'armée ukrainienne au combat urbain en vue d'une future intervention dans le Donbass.
- Les tensions entre Washington et Pékin ne permettent pas d'espérer un renforcement de l'assistance militaire américaine à Kiev.
- Les positions de la Russie au Haut-Karabagh restent fragiles. Moscou doit impliquer les puissances moyen-orientales dans la pacification de la région, mais aussi contenir l'influence turque.

21 octobre 2021).

Ukraine

Le politologue et opposant F. Kracheninnikov estime que la récente tribune de D. Medvedev concernant l'Ukraine a probablement été « inspirée » par V. Poutine. L'idée selon laquelle Moscou attendrait un changement de pouvoir à Kiev pour envisager une sortie de l'impasse bilatérale, couplée au caractère injurieux du propos, est révélatrice d'une stratégie politique plus large : **V. Poutine souhaite entretenir la conflictualité, qui conditionne son maintien au pouvoir pour une durée indéfinie**, tandis que le règlement des crises extérieures pourrait ouvrir la voie à d'autres options politiques en Russie (*Republic*, 13 octobre 2021).

Pour les colonels (à la retraite) et experts militaires N. Choulguine et V. Popov, l'accélération de la coopération militaro-industrielle entre la Turquie et l'Ukraine est préoccupante. En particulier, selon un mémorandum signé le 29 septembre, l'Ukraine accueillera plusieurs centres conjoints pour l'entraînement à l'utilisation des drones de combat turcs Bayraktar TB2, équipés de munitions haute précision. Ces armes, utilisées par les forces azerbaïdjanaises, ont déjà « fait leurs preuves » dans le Haut-Karabagh. **Au vu de la forte densité de population dans le Donbass, l'utilisation par l'Ukraine de drones turcs causerait de nombreuses victimes civiles**. Moscou n'a cependant pas de leviers pour contrer le rapprochement turco-ukrainien (*Nezavisnimaïa Gazeta*, 30 septembre 2021).

Pour I. Korotchenko, rédacteur en chef d'*Arsenal Otetchestva*, **la participation de l'Ukraine au futur exercice militaire turc Ephesus-2022** (évoquée dans un document confidentiel) **aurait pour but de former l'armée ukrainienne au combat urbain** dans la perspective d'une reconquête du Donbass. Kiev bénéficierait ainsi de l'expérience acquise par l'armée turque en Syrie (et en Turquie face aux Kurdes) (*Gazeta.ru*, 8 octobre 2021).

I. Kravtchenko, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), tire de la visite en Ukraine du ministre américain de la Défense L. Austin un bilan mitigé. En particulier, contrairement à ce que le président Zelensky avait récemment suggéré, les États-Unis ne semblent pas disposés à transférer à l'Ukraine des systèmes de défense antimissile Iron Shell. La méfiance de Washington envers le gouvernement ukrainien est manifeste. **La Maison-Blanche continuera de soutenir l'Ukraine pour ne pas s'attirer les foudres du Congrès, mais Kiev ne doit pas s'attendre à un renforcement de l'assistance militaire**, *a fortiori* dans un contexte où la rivalité sino-américaine impose de ménager Moscou (*Zerkalo Nedeli*, 21 octobre 2021).

Caucase du Sud

R. Poukhov, directeur du Centre d'Analyse de la Stratégie et des Technologies (CAST), estime que **le conflit du Haut-Karabagh présente encore de sérieux défis pour Moscou**. Il n'est pas certain que le mandat des forces de maintien de la paix russes soit reconduit dans cinq ans. Avec son allié Ankara, Bakou tente déjà de faire pression pour obtenir un retour complet de la région sous contrôle azerbaïdjanais. Par ailleurs, les initiatives visant à développer les échanges économiques intrarégionaux (par l'ouverture de voies de communication) pourraient s'avérer insuffisantes pour pacifier la région, comme l'ont montré les tentatives similaires au Moyen-Orient. Les perspectives de réconciliation semblent très lointaines, l'objectif principal de Moscou dans les années à venir sera d'éviter une nouvelle guerre. La Russie doit préserver sa

Points clés

- La Russie ne semble pas en mesure de jouer un rôle décisif dans le règlement de la crise en Afghanistan. Le manque de pluralité du gouvernement taliban et les difficultés économiques pourraient attiser le mécontentement à l'égard du nouveau régime, au bénéfice des groupes terroristes.
- Dans les Balkans, Moscou n'apparaît pas comme un facteur de stabilisation : il n'a pas de véritable stratégie pour cette région, où il cherche principalement (aux côtés de Pékin) à nuire aux intérêts américains.

relation avec l'Arménie, tout en lui donnant un caractère plus pragmatique. Il convient de maintenir des relations « amicales » avec l'Azerbaïdjan pour prévenir autant que possible sa satellisation par la Turquie. En outre, **Moscou doit élaborer une politique régionale cohérente dépassant le cadre post-soviétique. De fait, le Caucase du Sud s'intègre progressivement au Moyen-Orient.** La Turquie, l'Iran et Israël y jouent un rôle croissant, et leur coopération sur le dossier du Haut-Karabagh sera déterminante. La Turquie constitue, à cet égard, le partenaire le plus difficile. Un conflit direct avec Ankara desservirait les intérêts de Moscou ; l'approche à son égard doit combiner coopérations et confrontations. La Russie doit mettre un coup d'arrêt à l'expansion de l'influence turque dans la Caspienne et en Asie centrale, « *en soulignant, si nécessaire, la vulnérabilité de sa position dans d'autres régions* ». Enfin, **Moscou doit se préparer à une éventuelle répétition du scénario du Haut-Karabagh dans le Donbass, en Abkhazie, en Ossétie du Sud ou en Transnistrie** (*Kommersant*, 27 septembre 2021)

Afghanistan

S. Strokhan, de *Kommersant*, observe que **le premier « format de Moscou » avec les Talibans n'a pas permis d'obtenir de ces derniers l'engagement à former un gouvernement « inclusif »** tenant compte des minorités nationales. L'avancée principale réside dans la volonté affichée par les pays participants d'interagir avec le nouveau régime (non reconnu) et de soutenir l'Afghanistan sur le plan économique et humanitaire. Pour O. Nessara, de l'Institut des études orientales, **les difficultés financières de Kaboul feront monter la contestation et fragiliseront le pouvoir des Talibans** (qui sont déjà divisés) dans les mois à venir. De nombreux Afghans pourraient être tentés de rejoindre les rangs de l'État islamique, toujours présent dans le pays. **L'assistance qu'apportera la communauté internationale reste incertaine, et la Russie ne pourra fournir qu'une aide symbolique** (*Vedomosti*, 21 octobre 2021 ; *Kommersant*, 20 octobre 2021).

Balkans

Pour la journaliste indépendante Iou. Petrovskaja, spécialiste des Balkans, les stratégies russe et chinoise à l'égard de cette région présentent des différences : contrairement à la Russie, la Chine cherche avant tout à défendre ses intérêts économiques (tout particulièrement en Serbie), reste à distance des questions interethniques et se garde d'entraver le processus d'intégration européenne. En revanche, **Pékin et Moscou convergent pour discréditer Washington et tenter de réduire son influence dans les Balkans**, au risque d'aggraver les tensions et d'empêcher le règlement des conflits. En particulier, il est probable que les deux pays bloquent l'admission à l'ONU du Kosovo, même en cas de réconciliation entre celui-ci et la Serbie. Ils pourraient également, lors de la réunion du Conseil de sécurité de novembre 2021, mettre leur veto à la reconduction du mandat de l'EUFOR en Bosnie (*Riddle*, 19 octobre 2021).

A. Bondarenko, rédacteur en chef du site Baklanist.ru, considère que le renforcement substantiel de l'armée serbe au cours des cinq dernières années permet d'envisager une intervention militaire de Belgrade en vue de défendre les Serbes du Kosovo. Dans ce scénario, le rôle de Moscou, qui n'a plus de stratégie pour les Balkans, se limiterait à des déclarations et à des livraisons d'armes. Bruxelles parviendrait probablement à éviter une escalade comme celle des années 1990, en acceptant une redéfinition des frontières au profit de Belgrade. **La Russie doit reprendre sa place dans les Balkans au lieu de rester simple spectatrice de ses évolutions** (*Nezavisimaia*

Points clés

- L'assurance que Washington n'interviendra pas pour défendre Taïwan incite Moscou à soutenir les revendications de Pékin sur ce dossier.
- Les objectifs et les possibilités de Wagner au Mali restent flous, de même que le contrôle réellement exercé par Moscou sur ce groupe.
- La Russie se détourne progressivement du marché gazier européen, au profit de la Chine. Pour maintenir les livraisons de gaz russe, l'UE devra conclure de nouveaux contrats de long terme, sans compter sur un ajustement des flux « à la demande ».
- Cependant, une crise du gaz en Europe, surtout si elle est durable, nuira aux intérêts de Gazprom en incitant l'UE à accélérer sa diversification énergétique.

Gazeta, 28 septembre 2021).

Asie

Pour A. Kortounov, **Moscou exprime un soutien de plus en plus ferme aux revendications chinoises sur Taïwan car il est certain d'une victoire de Pékin.** Pour éviter une défaite meurtrière, l'île n'a pas d'autre option que de capituler aux conditions de la Chine. Le manque de fiabilité des États-Unis en tant que garants de la sécurité de leurs alliés a été manifeste au cours des dernières années ; en cas de guerre sur ce théâtre, ils n'interviendront pas pour sauver Taïwan (*Rossiiskii Sovet po Mejdounarodnym Delam*, 15 octobre 2021).

Afrique

Selon l'expert indépendant S. Mikhaïlov, l'implantation de Wagner au Mali marque une nouvelle donne dans l'histoire de cette société militaire privée (SMP), qui jusqu'à présent intervenait sous l'égide de l'armée russe ou dans des conflits n'impliquant pas de grandes puissances militaires. La présence de l'armée française au Mali (qui se maintiendra malgré sa réduction) oblige Moscou à se positionner par rapport à Paris. Néanmoins, l'évolution de la situation reste incertaine. La Russie pourrait se préparer à déployer des forces significatives prêtes à s'engager dans une escalade avec les forces françaises. Le déploiement de Wagner pourrait aussi n'être qu'une provocation visant à obtenir des concessions de Paris dans d'autres domaines en contrepartie d'un retrait russe du Mali. **Il est également possible que le Kremlin n'ait pas de prise sur les dirigeants de Wagner, qui seraient de facto en charge de l'axe malien de la politique étrangère russe.** Quoi qu'il en soit, un groupe de mercenaires est peu susceptible de réussir là où l'armée régulière française a échoué (*Republic*, 29 septembre 2021).

Pour sa part, l'africaniste indépendant A. Tselounov souligne que pour asseoir son influence en Afrique, la Russie doit conjuguer le déploiement de ses compagnies militaires privées avec des liens économiques, ce qui n'est pas encore sur la table des négociations au Mali (*Nezavisimaïa Gazeta*, 14 octobre 2021).

Énergie

V. Ermakov, du Haut collège d'économie, estime que la Russie remplira ses obligations contractuelles concernant les livraisons de gaz à l'Europe, mais ne doit plus être envisagée comme le garant de sa sécurité énergétique. **Moscou, qui dispose encore d'importantes réserves, pourra augmenter ses livraisons dans l'avenir, mais dans le cadre de contrats s'inscrivant dans la durée,** et non pour satisfaire les besoins ponctuels des Européens. Les anciens gisements destinés à l'Occident seront bientôt épuisés ; les nouveaux nécessiteront du temps et des investissements, donc des garanties quant à leur rentabilité. Les attermoissements sur le Nord Stream 2 ont ainsi conduit Gazprom à reporter la mise en service de capacités de production supplémentaires sur la péninsule de Yamal. À plus long terme, les ambitions européennes en matière de transition énergétique constituent une menace pour le commerce du gaz entre la Russie et l'Europe. Par conséquent, **Moscou mise désormais davantage sur le GNL et l'exploitation de gisements orientés vers la Chine,** avec laquelle de nouveaux contrats sont en cours de préparation (*Club Valdai*, 14 octobre 2021).

Pour S. Kapitonov, du Centre énergétique de Skolkovo, **Gazprom a intérêt à une stabilisation du marché gazier européen.** Son quasi-monopole le place

Points clés

- Les divisions européennes sur les questions gazières n'apportent que peu de bénéfices à Moscou, qui préférerait une Europe unie dans le giron eurasiatique.
- Les ambitions européennes en matière de transition énergétique constituent une menace pour le commerce du gaz entre la Russie et l'Europe.
- La Russie prétend jouer un rôle moteur dans la défense de la souveraineté numérique des États en promouvant le développement de l'*open source*.

actuellement en position de force, mais les difficultés d'approvisionnement et les tarifs prohibitifs risquent de pousser l'UE à se tourner vers la Norvège ou les producteurs de GNL, voire à accélérer sa transition énergétique (*Centre Carnegie de Moscou*, 29 septembre 2021).

L'expert russo-ukrainien R. Ichtchenko, du Centre d'analyse et de prévision systémiques, estime que la décision de la Hongrie de court-circuiter l'Ukraine en important du gaz russe *via* la Serbie et l'Autriche enterre définitivement l'idée d'une politique extérieure européenne commune, d'autant plus que la « guerre pour le gaz russe » a créé d'autres dissensions entre les membres de l'UE. Cependant, **ces crises traduisent davantage une prise de distance avec Bruxelles qu'un rapprochement avec le Kremlin**. Par ailleurs, **la division de l'Europe est préjudiciable aux intérêts politiques et économiques de Moscou**. Pour la Russie, l'ambition reste la constitution d'une « Grande Eurasie » (s'étendant à l'Europe occidentale), où Moscou s'imposerait comme le garant d'une « paix westphalienne » (*Zvezda*, 4 octobre 2021).

Numérique / Cyber

Selon un rapport du Club Valdai, le développement de l'*open source* (logiciels libres), qui favorise la sécurité et la souveraineté numériques, occupe une place centrale dans la candidature russe au secrétariat général de l'Union internationale des télécommunications. Plus largement, **la Russie pourrait se positionner comme chef de file du « non-alignement numérique »**, et rallier les pays souhaitant réduire leur dépendance aux plateformes chinoises ou américaines (*Club Valdai*, 23 septembre 2021).